

COMMUNIQUE

La rentrée sociale a commencé !

L'école primaire produit de l'échec scolaire, la France est endettée parce qu'elle a trop de fonctionnaires, lesquels ont des retraites scandaleusement grasses, la mauvaise récolte est cause de la flambée des prix alimentaires, ce qui n'empêche pas la maîtrise de l'inflation, les impôts des riches baissent, les pauvres n'ont qu'à bien se tenir, surtout qu'ils sont de plus en plus nombreux : ils ne manqueraient plus qu'ils se mettent à râler !

Eh bien, oui ! Râlons !

La hausse des prix a cela d'avantageux, c'est qu'elle entraîne subrepticement l'augmentation des sommes perçues par l'Etat sous forme de Taxe à la Valeur Ajoutée, autrement dit la TVA : 6, 10, 20 % d'un petit gâteau, ça fait de toutes petites parts ... Mais pris sur un gros gâteau, c'est beaucoup plus nourrissant ! Et cela s'appelle la baisse (!) des impôts dont il y a deux sortes :

- Les impôts directs comme le sont les impôts sur le revenu, sur les grosses fortunes, sur les successions, etc.
- Les impôts indirects pris à la source, c'est-à-dire au moment de l'achat du produit qu'il soit de l'essence, des tomates, de l'électricité, une automobile, un billet de train, etc.

Il donc très judicieux (et juteux) d'augmenter, sans avoir l'air de rien, l'impôt indirect, à la consommation, tout en affichant qu'en matière de baisse d'impôt (direct) les promesses électorales ont été en partie tenues. Sarkozy n'a donc rien inventé, mais il fait son numéro avec aplomb, sans modestie, en toute démagogie !

Les mauvaises récoltes dues, nous dit-on, ici à trop de pluie, là à trop de sécheresse, sont en fait le résultat de la Politique Agricole Commune qui, bonne élève de la mondialisation, est devenue malthusienne depuis des années : quotas de production à la baisse, friches généralisées, abattage des troupeaux, arrachage des arbres fruitiers pour produire moins et vendre plus cher. La PAC qui est née en même temps que le Traité de Rome voici un demi siècle avait été instituée par les six états du Marché Commun pour permettre à leurs nationaux de se nourrir abondamment et bien, tout en procurant des revenus décents à leurs agriculteurs. L'actuelle politique agricole restrictive est bien éloignée de ce projet : **elle raréfie les produits alimentaires et les rend plus coûteux** (nous sommes sur la voie de l'alimentation à deux vitesses ...) **et va permettre d'éliminer ce qui reste de petits paysans pour favoriser encore davantage les firmes transnationales de l'industrie agro-alimentaire**. Il faut être moderne, n'est-ce pas ?

Venons-en aux fonctionnaires.

Il y a **une conception de l'Etat qui lui donne la responsabilité de pourvoir à l'intérêt général**. Il en est une autre qui ne lui réserve que les devoirs de maintien de l'ordre fût-ce au moyen de la manière forte, voire contre ses propres nationaux. Cette dernière conception qui laisse à l'initiative

privée le soin de régler tous les problèmes d'ordre économique et social* dans le cadre de « la concurrence libre et non faussée » est celle que privilégie la mondialisation et qui était clairement contenue dans le projet de traité constitutionnel que les Français ont massivement rejeté en mai 2005.

La première est en revanche celle qui fonde la République héritière de la Révolution Française et forgée par les combats démocratiques du XIXème siècle et de la première moitié du XXème.

La République (de grâce, n'ayons ni la mauvaise foi, ni l'impertinence de croire que les « républicains » à la manière étatsunienne sont les tenants de la République à laquelle nous sommes attachés et dont il est question ici), **la République, disons-nous, met en place, POUR TOUS, et pas seulement pour quelques-uns, tout ce qui est nécessaire à l'intérêt général**, c'est-à-dire l'accès à l'instruction et à la culture, l'accès aux soins et à la préservation de la santé, aux transports, à la communication, aux énergies, à l'eau, au logement, etc. **Elle crée, pour ce faire, ou se doit de créer, les services publics.** Pour que ceux-ci fonctionnent selon l'idéal républicain tel que nous l'entendons et tel qu'il doit être entendu, **il faut que les agents de l'Etat, ou fonctionnaires, qui les animent soient impartiaux** afin d'échapper aux éventuelles pressions que des intérêts particuliers seraient tentés d'exercer sur eux. Pour aboutir à cette situation d'impartialité, la République a mis en œuvre trois grands principes :

- **Le recrutement des fonctionnaires par concours nationaux et anonymes**
- **La garantie d'emploi**
- **L'assurance d'une pension budgétisée une fois la vie professionnelle active révolue** (notons au passage que le traitement du fonctionnaire, qui est plus modeste que la rémunération dans le secteur privé à qualifications équivalentes, doit cette modestie au fait que le fonctionnaire en activité accepte de participer à l'effort de budgétisation des pensions de ses collègues atteints par la limite d'âge).

Il est donc bien évident que **les déclarations du Premier Ministre et de tel ou tel membre de son cabinet**, qui utilisent l'arme dangereuse de la désignation d'un bouc émissaire, ce qui revient à chercher à dresser les Français les uns contre les autres et à exaspérer les divisions qui existent déjà, sont celles de « républicains » à la façon américaine, donc **résolument opposées à la prise en compte de l'intérêt général par l'Etat.**

Le rapport du Haut Conseil de l'Education sur l'enseignement avant le collège fera l'objet d'un communiqué de presse spécifique et ultérieur. Le SNCA e.i.L. Convergence se contentera de rappeler ici que les agents de l'Etat qui enseignent dans les classes de la maternelle et de l'école primaire sont en charge d'appliquer une **politique scolaire qui est, elle, définie par le gouvernement, votée par la représentation nationale, et mise en œuvre sous la responsabilité de l'autorité de tutelle dans ses composantes nationales et territoriales.**

Paris, le 28 août 2007

**La Charte d'Amiens, qui ne fait pas grande confiance aux « sectes », entendez les partis politiques, pour améliorer la vie quotidienne des travailleurs et préparer leur émancipation, dit que c'est au mouvement ouvrier structuré par le syndicalisme qu'il revient de s'occuper de la totalité du champ de l'économique et du social : elle est l'antithèse de la « mondialisation ».*